

EMPLOIS

Plans sociaux : alerte pour l'industrie régionale

TRANSPORTS

« Rendez-nous nos trains », la campagne continue en 2025

ENVIRONNEMENT

L'État forcé à trouver une solution à Hersin-Coupigny

LA VOIX VERTE

L'Écologie en action dans les Hauts-de-France

Bilan de mi-mandat

LE RETOUR DES ÉCOLOGISTES AU CONSEIL RÉGIONAL

 LES ÉCOLOGISTES
HAUTS-DE-FRANCE



Vue sur Compiègne (Oise) depuis la Place Saint Jacques
Photo : Malajscy - Adobe Stock

2 | BILAN DE MI-MANDAT DES ÉLU·ES ÉCOLOGISTES

CHERS HABITANTES ET HABITANTS DES HAUTS-DE-FRANCE,

En 2021, vous avez fait le choix de redonner une voix à la gauche au Conseil régional des Hauts-de-France, mettant fin à six ans de tête à tête entre la droite et l'extrême droite. Depuis maintenant quatre ans, les dix conseillères et conseillers de la délégation écologiste travaillent pour faire vivre une alternative à la politique de la droite et améliorer la vie des gens.

L'alternative que nous proposons, c'est de faire du climat et de l'emploi les fondements de notre action. Nous représentons une écologie positive, accessible et populaire, pour une région qui investit dans nos biens communs et notre jeunesse. Plus qu'une opposition, notre action dessine les traits d'une autre région possible. Une région écologiste.

« Le vert est la seule couleur pour nous faire sortir du rouge. »

Une région Hauts-de-France écologiste, c'est d'abord des transports en commun fiables et de meilleure qualité dans lesquels nous puissions avoir confiance pour aller travailler, étudier ou retrouver celles et ceux qui nous sont chers. Nous avons attiré l'attention du Conseil régional sur les services en gares et nous sommes engagés dans une campagne de rencontre des citoyens et citoyennes usager-e-s des TER.

Une région écologiste, c'est une région qui prépare l'avenir de sa jeunesse. Notre région est la plus jeune de France, il est urgent d'investir pour la jeunesse : rénovation des lycées publics, pass TER mensuel ou protection de l'environnement des générations futures. Xavier Bertrand se désintéresse des lycées publics et laisse les lycéens grelotter dans des classes mal chauffées.

Une région écologiste, c'est une région qui favorise l'implantation d'entreprises sur son

territoire, sans jamais sacrifier ni la santé ni l'environnement de ses habitants. En Hauts-de-France, nous connaissons mieux que n'importe quel autre territoire le préjudice écologique généré par l'activité industrielle. Nous voulons reconstruire l'industrie en évitant les erreurs du passé.

Une région écologiste, c'est une région qui aide les agriculteurs à adopter un modèle tourné vers l'avenir en favorisant l'agriculture biologique et le circuit court. Une agriculture respectueuse de l'environnement, du champ à l'assiette de nos enfants.

Une région écologiste, c'est enfin une région qui aide ceux qui en ont besoin. C'est le TER gratuit pour les étudiants boursiers, des aides contre la précarité énergétique, la tarification solidaire des cantines des lycées, plus de formations professionnalisantes pour accompagner le retour à l'emploi, et bien plus encore...

Vous l'aurez compris, la délégation écologiste ne fait pas seulement entendre une voix à gauche. Elle prépare l'avenir des Hauts-de-France grâce à son travail rigoureux et régulier ainsi qu'en se voulant être une force d'union de la gauche. Le bilan de mi-mandat que vous tenez entre vos mains vous permettra de découvrir le travail injustement méconnu réalisé par les élus régionaux écologistes. Le travail de ces quatre premières années est un fondement solide sur lequel nous pourrons construire les Hauts-de-France de demain.

Faites-nous confiance pour continuer notre travail avec la même exigence et la même ambition.

KARIMA DELLI
Présidente du groupe
"Pour le Climat, Pour
l'Emploi"



AISNE (02)

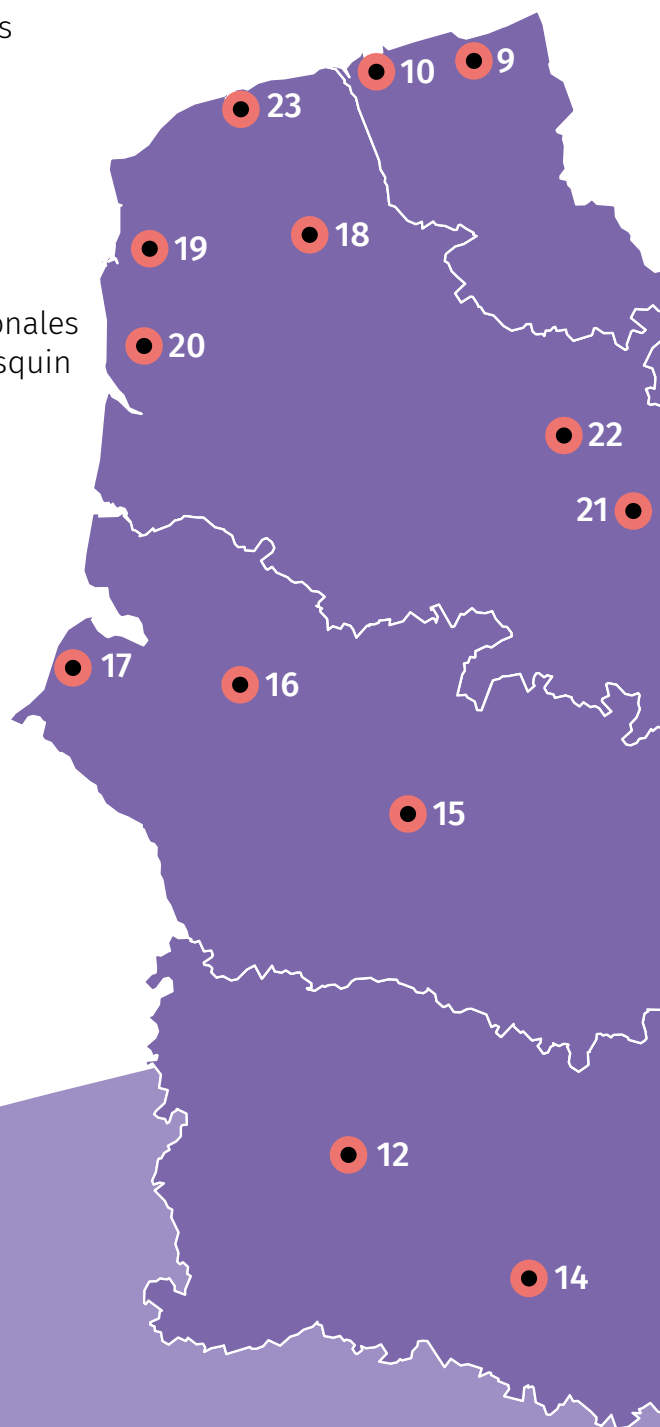
- 1 Soissons**
Manifestation contre l'installation de l'usine de laine de roche Rockwool
- 2 Saint-Quentin**
Étape de la campagne TER "Rendez-nous nos trains"
- 3 Laon**
Étape de la campagne TER "Rendez-nous nos trains"
- 4 Merlieux-et-Fouquerolles**
Visite de la commune où les habitants ont été privés d'eau potable pendant 18 mois

NORD (59)

- 5 Lille**
Manifestation pour le pouvoir d'achat des retraités
Soutien aux lycées face aux baisses de dotation régionales
Manifestation contre l'extension de l'aéroport de Lesquin
- 6 Denain**
Soutien aux salariés d'ArcelorMittal suite à l'annonce de la fermeture du site
- 7 Escaudoevre**
Soutien aux salariés de Tereos suite à l'annonce de la fermeture du site
- 8 Trith-Saint-Léger**
Soutien aux salariés de l'usine Valdunes, dernier fabricant français de roues et d'essieux pour le ferroviaire
- 9 Zuydcoote**
Soutien au personnel de l'hôpital maritime
- 10 Gravelines**
Mobilisation contre le projet d'EPR2
- 11 Forêt de Mormal**
Défense de la forêt et du cerf

OISE (60)

- 12 Beauvais**
Manifestation contre l'extension de l'aéroport Beauvais-Tillé
- 13 Compiègne**
Manifestation contre la pratique de la chasse à courre
- 14 Forêt de Chantilly**
Visite du projet pilote de sauvegarde de la flore en présence de l'ONF



SOMME (80)

15 **Abbeville**
Lutte pour la réouverture de la ligne
TER Abbeville - Le Tréport

16 **Amiens**
Mobilisation contre la fermeture de
l'usine Metex
Soutien en séance à Ynsect et
interventions contre la zone Boréalia

17 **Cayeux-sur-Mer**
Lutte contre le recul du trait
de côte

PAS-DE-CALAIS (62)

18 **Saint Omer**
Soutien aux victimes des inondations
du Pas-de-Calais

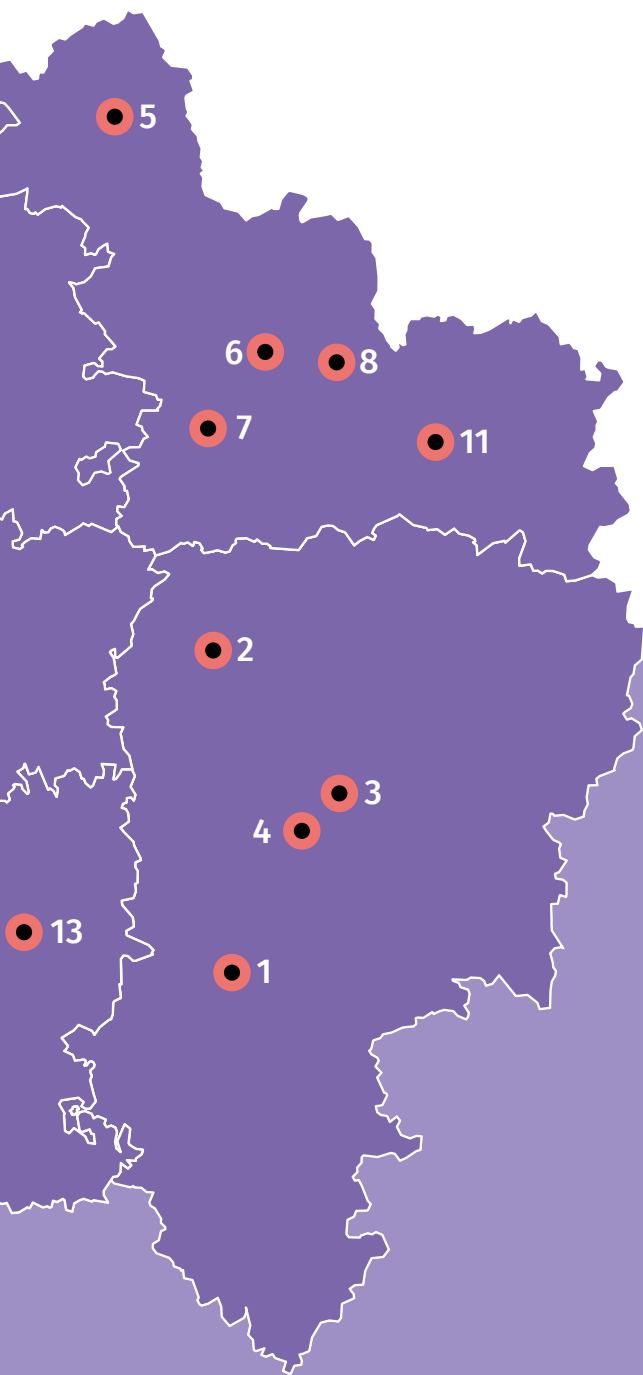
19 **Boulogne-sur-Mer**
Manifestation contre l'installation des
fermes-usines d'aquaculture "Pure
Salmon" et "Local Ocean"

20 **Berck-sur-Mer**
Manifestation contre l'implantation
de Tropicalia, un projet de serre
géante

21 **Arras**
Hommage à Dominique Bernard,
professeur assassiné à la cité scolaire
Gambetta-Carnot

22 **Hersin-Coupigny**
Manifestation contre l'implantation
d'une installation de stockage de
déchets dangereux (ISDD)

23 **Calais**
Soutien aux migrants





Le Quartier Saint Leu d'Amiens

Photo : Hanseat - Adobe Stock

BILAN DE MI-MANDAT DES ÉLU-ES ÉCOLOGISTES DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Coordination : Logan Brague

Rédaction : Roman Routault

Photos : Adobe Stock

Photo de couverture : Brad Pict - Adobe Stock

Iconographie : Freepik

Conception et mise en page : Mattéo Ferrux

Imprimé par nos soins

Relecture par l'ensemble des élu-es de la délégation écologiste



03

Édito. "Faire passer la région au vert"
par Karima Delli

04

Carte des déplacements

TRANSPORTS

08

Une région qui investit dans ses transports en commun

09

Rendez-nous nos trains : les élu-es écologistes au front pour sauver le rail régional

LYCÉES

10

Une région qui prépare l'avenir dans ses lycées publics

11

Action. Mission lycées : "Nos lycées ne peuvent plus attendre"

TRANSITION INDUSTRIELLE

12

Une région engagée dans la transition industrielle juste et verte

13

Action. Recours éoliennes

CULTURE

14

Une région qui soutient la culture face aux difficultés

SANTÉ

15

Une région qui prend soin de ses habitants

CLIMAT / BIODIVERSITÉ

16

Une région qui se bat pour contrer l'effondrement de la biodiversité

EMPLOI / LUTTE SOCIALE

18

Une région qui aide le retour à un emploi de qualité

19

Action. Une délégation solidaire des salarié-es touché-es par des plans sociaux

AGRICULTURE / RURALITÉ

20

Pour une région actrice du dynamisme et de la transition écologique en ruralité

AUTRES

21

Nos autres combats

22-26

Vos conseil·lèr·es en 4 questions

Studio Laure - stock.adobe.com

UNE RÉGION QUI INVESTIT DANS SES TRANSPORTS EN COMMUN

Le TER, c'est le quotidien des habitants des Hauts-de-France. Les usagers sont régulièrement confrontés à **des retards et des suppressions de trains**. En 2022, on comptait 11 000 TER supprimés dans les Hauts-de-France.

Les écologistes ne s'y résignent pas et mènent depuis le début du mandat un combat au sein du conseil régional. Des transports publics de qualité, au-delà du confort, c'est aussi moins de voitures sur nos routes et donc moins d'émissions de CO2. Alors que la droite a décidé d'ouvrir à la concurrence les premiers tronçons du réseau régional, nous pensons au contraire que **nous devons sanctuariser le train comme un service public**.



Parce que chaque habitant doit avoir accès aux transports en commun, les élus écologistes ont d'abord alerté le Conseil Régional sur la mauvaise qualité du service sur certaines petites lignes comme le Paris-Beauvais ou

encore la réduction de la fréquence des TGV Arras-Paris. De même, nous ne nous résoudrons pas à voir certaines gares délaissées comme la gare TGV Haute-Picardie ou les petites gares TER à l'image de celle de Lesquin.



« Aujourd'hui, chaque français dépense en moyenne 15 à 20% de son budget pour sa voiture. C'est énorme. »

Karima Delli



Parce que le train est un transport d'avenir, nous avons demandé une étude sur le financement de l'adaptation des infrastructures de transport au changement climatique. De même nous avons demandé la réalisation d'une étude sur une future ligne de train léger entre Ascq et Orchies dans le Nord. Nous nous montrons également vigilant quant au désamiantage des TER et la santé des passagers.

Pour faire du train un transport solidaire, nous nous sommes opposés à la fin du Pass Jeune TER à 29€ en 2022, et nous avons proposé de rendre gratuit le TER pour les jeunes de moins de 26 ans. De plus, nous demandons que l'Etat prenne en charge la hausse du coût énergétique des transports pour qu'il ne retombe pas sur les usagers. Nous avons aussi défendu le ticket

climat, un ticket abordable qui permettrait de prendre l'ensemble des transports en commun de manière illimitée pour 49€ par mois. **Parce que le vélo est bon pour la santé et l'environnement**, nous avons demandé que le plan vélo de la région soit renforcé de 5 millions d'euros, et que des vélos soient mis à disposition des lycéens des Hauts-de-France.

RENDEZ NOUS NOS TRAINS : LES ÉLU·ES ÉCOLOGISTES AU FRONT POUR SAUVER LE RAIL RÉGIONAL



Alors que Xavier Bertrand promettait des trains à l'heure, avec des places assises et des passagers avertis à l'avance en cas de perturbation (Les 3 "A"), les usagers des TER des Hauts-de-France savent bien qu'il n'en est rien. **En 2024, 11,5% des TER sont arrivés en retard, et pas moins de 11 000 trains ont été supprimés en 2022.** Cette situation fait des Hauts-de-France l'une des plus mauvaises élèves parmi les régions françaises. Au-delà des chiffres, ce sont des usager·e·s pénalisé·e·s au quotidien dans leurs trajets.

Au lieu de régler le problème en investissant dans le réseau par des financements, Xavier Bertrand et sa majorité ont préféré accélérer sa mise en concurrence. L'étoile d'Amiens vient d'être concédée à la SNCF mais rien ne garantit que le reste du réseau le soit aussi. La mise en concurrence ne réglera pas le problème, au contraire elle va rendre la vie des usagers plus compliquée dans

11 000
TRAINS SUPPRIMÉS
EN 2022

+134%
DE SUPPRESSIONS EN 3 ANS

10ÈME/11
RÉGION SUR LA
RÉGULARITÉ

leurs correspondances entre les différentes compagnies.

Les écologistes se sont mobilisés au conseil régional et sont allés à votre rencontre. Le train est un service public essentiel, écologique et solidaire que nous devons défendre. Nous demandons le maintien de l'amplitude d'ouverture des guichets TER, la réouverture de petites lignes tels que Ascq-Orchies ou Abbeville-Le Tréport, l'arrêt des changements d'horaires sans concertation par la SNCF, l'achat de matériel roulant, le développement des technicentres ou encore la gratuité des trains régionaux pour les jeunes.

Ces propositions sont le fruit des échanges que les élu·es ont eu lors de déplacements à travers la région comme à Laon, Amiens, Calais ou Saint-Quentin. Les élu·es remercient toutes les personnes rencontrées pour leurs idées et leur combativité.



UNE RÉGION QUI PRÉPARE L'AVENIR DANS SES LYCÉES PUBLICS

Passage obligé, le lycée doit être un lieu d'émancipation et de préparation à l'enseignement supérieur et à l'emploi. La région, en tant que gestionnaire des lycées doit investir pour offrir aux élèves des conditions de vie et d'apprentissage optimales. Pendant ces quatre premières années, la délégation écologiste n'a eu de cesse de défendre les subventions versées aux lycées publics de notre région, pour assurer un cadre d'apprentissage de qualité mais aussi pour permettre aux enseignants de réaliser des projets et des sorties scolaires.

Étudier dans de bonnes conditions, c'est d'abord ne pas avoir trop froid l'hiver ou trop chaud l'été. C'est pourquoi nous avons proposé à plusieurs reprises au Conseil Régional d'adopter un plan ambitieux de rénovation énergétique des bâtiments de la région. Nous n'hésitons pas à porter la voix de certains lycées comme le lycée Béhal de Lens en attente de restructuration.

Étudier dans de bonnes conditions, c'est aussi mettre fin au harcèlement scolaire. Les écologistes ont réussi à faire adopter leur vœu pour qu'un plan contre le harcèlement scolaire soit mis en place par la Région.

Étudier dans de bonnes conditions, ça passe par un bon repas le midi. Les écologistes ont proposé que soit mise en place une tarification

solidaire des cantines comme cela existe déjà en région Ile-de-France. Et au-delà du prix, nous voulons aussi que les lycéens aient accès à des repas de qualité. Nous avons ainsi proposé la mise en place d'une aide pour les lycées qui achèteraient des produits locaux et d'origine biologique. L'objectif serait d'élever à 40% la part du bio et 50% celle des produits locaux dans les cantines.

Étudier efficacement nécessite un cadre de vie sain et agréable. Nous avons proposé deux types d'aides : l'une pour accompagner les communes dans la végétalisation des abords des lycées, et l'autre pour soutenir les lycées souhaitant aménager des mini-forêts au sein de leur établissement.

Étudier dans de bonnes conditions, c'est enfin garantir les droits des professeurs. La délégation écologiste a ainsi proposé que soit reconnu le droit des professeurs à la déconnexion de l'Espace Numérique de Travail (ENT).



Yannick Brohard et Julien Poix devant le lycée Yves Kernanec à Marcq-en-Barœul

ENGAGEONS LES HAUTS-DE-FRANCE CONTRE LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE !

En 2023, Yannick Brohard a déposé une motion au Conseil régional pour **demander de mettre en place** en partenariat étroit avec les conseils départementaux et les acteurs associatifs et éducatifs **un grand plan régional ambitieux de lutte contre le harcèlement et les violences scolaires**, la mise en place d'un groupe de travail associé au CESER et l'organisation d'Assises régionales contre le harcèlement scolaire. **Une victoire pour la délégation écologiste. Les premières assises ont été organisées en novembre 2024**



MISSION LYCÉES : « NOS LYCÉES NE PEUVENT PLUS ATTENDRE »



Dans les Hauts-de-France, la gestion des lycées interpelle, mêlant défis éducatifs, environnementaux et sociaux. Avec un budget de seulement **1 693 € par lycéen**, la région se classe dernière en France, bien en dessous de la moyenne nationale.

Le Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI), lancé en 2016 pour rénover les établissements et promouvoir les énergies renouvelables, affiche des résultats décevants. Moins de 2 % des toitures prévues pour une solarisation ont été renouvelées, menaçant ainsi les engagements climatiques.

Les cantines scolaires illustrent également un

manque de progrès. Alors que la loi Egalim impose des objectifs ambitieux pour intégrer des produits biologiques et locaux, les Hauts-de-France restent loin derrière : seulement 3,3 % des produits servis sont biologiques, contre une moyenne nationale de 13 %. L'offre de menus végétariens est également marginale, en contradiction avec les exigences légales.

Sur le plan social, l'accès à la demi-pension montre des inégalités criantes. L'absence de tarification progressive dans la région pénalise les élèves les plus défavorisé·e·s, accentuant les écarts avec leurs camarades issus de milieux plus aisés.

« Il est temps de remettre l'éducation au cœur de nos priorités régionales »

Yannick Brohard



Par ailleurs, le financement accru des lycées privés, atteignant 50 millions d'euros en 2024, suscite des critiques. Cette somme versée annuellement aurait permis la construction d'un lycée public neuf tous les quatre ans, renforçant le sentiment d'une inégalité de traitement.

10M€/AN
SUPPLÉMENTAIRES
AUX LYCÉES PRIVÉS

9/11
RÉGION FRANÇAISE EN TERME
D'INVESTISSEMENT PAR LYCÉEN

LIRE LE RAPPORT
MISSION LYCÉES



TRANSITION INDUSTRIELLE

UNE RÉGION ENGAGÉE DANS LA TRANSITION INDUSTRIELLE JUSTE ET VERTE

La région Hauts-de-France a été durement touchée par une désindustrialisation brutale qui a laissé des milliers d'ouvrier-e-s sur le carreau et les territoires marqués durablement par la pollution. Pour un retour de l'emploi, un renouveau industriel est primordial. Cette réindustrialisation portée par les écologistes doit être respectueuse de l'environnement et doit participer à la transition. Pour le climat, pour l'emploi, sans renier notre héritage industriel, créons les filières d'avenir pour notre région.

Nous avons systématiquement porté devant le Conseil régional les revendications et les craintes des habitants quant aux **risques sanitaires et environnementaux liés à des installations industrielles**. La délégation a par exemple demandé au Conseil régional de faire toute la lumière sur les risques sanitaires engendrés par d'importants niveaux de plomb mesurés dans l'usine Metaleurope dans le bassin minier ou sur le développement industriel du Dunkerquois qui comporte déjà 14 sites SEVESO. Nous nous sommes également opposé à l'extension de l'usine Chemours responsable d'émission de PFAS dans les rivières de l'Oise.

C'est également en ce sens que nous avons demandé que les aides régionales aux fabricants de batteries électriques soient soumises à des garanties environnementales et sociales. De même, nous avons proposé d'établir une éco-conditionnalité à des prêts verts et éthiques

accordés par la région dans le cadre de REV3.

Parce qu'une transition industrielle n'est pas possible sans transition énergétique, nous soutenons fermement le développement des énergies renouvelables et leur production sur notre territoire. Les énergies solaires et éoliennes sont de vraies chances pour notre région, mais aussi des instruments puissants pour la paix puisqu'elles nous permettent de réduire notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger.

« Le bilan de Xavier Bertrand, c'est le double d'éoliennes sans aucun pilotage politique ! Écologistes, nous ne voulons pas d'éoliennes n'importe où mais avec plus de 2 500 emplois, l'éolien est une chance pour les Hauts-de-France »

Katy Vuylsteker



Et là où nous les soutenons, **les énergies renouvelables sont attaquées par la majorité qui finance sans honte une association de lutte contre l'éolien**. **170 000 € sur trois ans** qui pourraient être investis pour l'avenir de la région sont ainsi gaspillés dans le financement d'une association aux relents complotistes.

La délégation a décidé d'attaquer en justice cette décision de financement alors que la région refuse de jouer son rôle dans l'aménagement du territoire en ne définissant pas clairement les collectivités favorables ou non à l'implantation d'éoliennes.

En 2022, la délégation écologiste avait lancé une pétition en ligne, recueillant plus de 5 000 signatures



La transition industrielle et la redynamisation de la région s'appuient aussi sur les petites entreprises. Les élus écologistes ont notamment soutenu l'aide au TPE dans l'achat d'un nouveau véhicule pouvant servir de point de vente ambulant. Nous soutenons également les entreprises en difficulté qui font pourtant la fierté de notre territoire. Nous avons par exemple soutenu le Furet du Nord ou l'usine METEX d'Amiens.



LA DÉLÉGATION DÉPOSE UN RECOURS AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF CONTRE LA DÉLIBÉRATION ANTI-ÉOLIENNE DE XAVIER BERTRAND

Depuis janvier 2022, la délégation écologiste et l'ensemble des forces de gauche au Conseil régional sont **mobilisées contre la subvention accordée par Xavier Bertrand à une association anti-éolienne ouvertement climatosceptique.**

Si nous sommes bien conscient·e·s que certains territoires ont largement rempli leur part dans l'implantation d'éoliennes, nous ne voulons pas pour autant donner à une association la possibilité de financer des procédures juridiques

systematiques contre les projets éoliens qui restent une source d'énergie verte essentielle pour notre avenir. La droite régionale dévoile par cette subvention **sa nature climatosceptique et clientéliste qui empêche notre région de se tourner vers le futur.**

Nous refusons catégoriquement de voir les Hauts-de-France devenir la première région européenne à soutenir un lobby climatosceptique.

GRAVELINES : UN PROJET INUTILE, CÔUTEUX ET SANS AVENIR

Le projet EPR2 à Gravelines est un projet coûteux et inopportun, financé par des investisseurs publics, il détourne des fonds nécessaires pour le développement des énergies renouvelables créatrices d'emplois.

Les réacteurs prévus ont déjà vu leur cout de construction augmenter de 30% depuis 2020 : passant de 15,8 Mds d'euros à 18,1 Mds d'euros. Pour rappel, la centrale de Flamanville annoncée initialement à 3,3 Mds d'euros nous a coûté plus de 20 Mds.

De plus, Gravelines et Dunkerque sont déjà sous pression industrielle et environnementale, avec la présence de nombreux sites SEVESO comme Total ou Arcelor, et l'ajout de nouveaux réacteurs nucléaires aggraverait ces risques, notamment face aux submersions marines accrues par le changement climatique.

Les écologistes appellent ainsi à une approche basée sur la sobriété énergétique, l'efficacité et le développement des énergies renouvelables pour un avenir énergétique sûr, résilient et démocratique.



UNE RÉGION QUI SOUTIENT LA CULTURE FACE AUX DIFFICULTÉS

La région doit défendre les institutions culturelles de son territoire. Même si la culture n'a pas été sacrifiée dans les Hauts-de-France comme dans les Régions Auvergne-Rhône-Alpes ou Pays de la Loire, nous affirmons qu'elle ne doit pas être une **variable d'ajustement budgétaire**. Nous avons soutenu à plusieurs reprises des institutions culturelles financées par la région lorsqu'elles étaient confrontées à des difficultés. La région doit être un appui à la fois fiable et souple au service de la culture, capable de s'adapter à des situations complexes. Nous avons par exemple soutenu la Condition publique à Roubaix.

Nous sommes également favorables à ce que la région propose **des aides pour les structures culturelles qui auraient détecté des cas de violences sexistes et sexuelles en leur sein**. Ces financements régionaux serviraient à financer les cellules d'écoute et d'enquêtes internes. Le comportement d'une personne ne devrait pas mettre en péril la stabilité budgétaire des structures culturelles.

Parce que le passé industriel de notre région est un patrimoine à part entière, nous soutenons les initiatives visant à le mettre en valeur et le protéger. Nous avons par exemple défendu devant le Conseil régional le projet de MUSEAM de réutiliser l'ancien site de l'usine USINOR de Louvroil comme lieu de mémoire du passé industriel de la Sambre-Avesnois.

14 | BILAN DE MI-MANDAT DES ÉLU-ES ÉCOLOGISTES

Parce que la culture c'est aussi un label, celui de la région européenne de la gastronomie obtenu en 2023 par la région, nous avons demandé que les confréries gastronomiques aient une vraie place dans la politique régionale. L'attractivité touristique et économique de notre région doit beaucoup à leurs actions.



Visite du MUDO - Musée de l'Oise à Beauvais (Oise) à l'occasion de l'exposition « en coulisses »

Mais la culture, c'est aussi le souvenir, la mémoire. Nous avons ainsi proposé que la région subventionne les communes souhaitant ériger ou rénover un monument aux morts, et plus particulièrement celles qui souhaitent rendre hommage à la bravoure des tirailleurs sénégalais morts pour la France. De même, nous avons demandé l'augmentation de la subvention à l'association "Mémorial de la Shoah" et celle destinée aux voyages de lycéens au camp d'extermination d'Auschwitz.



UNE RÉGION QUI PREND SOIN DE SES HABITANTS

La situation de l'épidémie d'obésité dans notre région est alarmante. Les Hauts-de-France sont en tête du classement national avec le taux le plus élevé de personnes en surpoids et obèses.

Cette crise de santé publique ne peut être dissociée des conditions environnementales et des modes de vie qui y sont associés. L'accès limité aux espaces verts dans une urbanité dense et les habitudes alimentaires influencées par une agriculture industrielle intensive sont des facteurs aggravants. Nous devons promouvoir des politiques publiques qui encouragent l'activité physique, l'accès à des produits alimentaires sains et locaux, et une éducation nutritionnelle adaptée pour inverser cette tendance.

Concernant la pollution de l'air, les données sont accablantes. Le Nord est le deuxième département le plus pollué de France, suivi de près par le Pas-de-Calais au septième rang. Tourcoing détient le triste record de la ville la plus polluée en particules fines du pays. Cette pollution atmosphérique, principalement due aux industries, au trafic routier et au chauffage domestique, représente un danger immédiat pour la santé publique, exacerbant les maladies respiratoires et cardiovasculaires. En tant qu'élue écologiste, nous devons exiger des mesures drastiques pour réduire les émissions, promouvoir les transports en commun et les alternatives propres, et renforcer les réglementations environnementales pour protéger nos concitoyen-ne-s.

Enfin, la pollution par les PFAS et le chloridazone dans nos cours d'eau et notre eau potable est une urgence sanitaire dénoncée par nos députés écologistes. Ici en région, les relevés effectués dans la rivière Oise montrent une augmentation dramatique des concentrations de PFAS, avec un chiffre 3,6 fois plus élevé en janvier 2024 par rapport à avril 2023, directement en aval d'une station d'épuration d'une plateforme chimique dont l'usine Chemours responsable de scandales sanitaires aux États-Unis. Cette situation menace directement la santé des habitants, car les PFAS sont des "polluants éternels" difficiles à éliminer et associés à de nombreuses pathologies comme le cancer ou l'immunodépression.

« Pollution de l'air, obésité, cancer, les Hauts-de-France ont la palme d'or de la région qui ne prend pas soin de ses habitant-es »

Marine Tondelier



De plus, dans l'Aisne, plusieurs communes ont dû interdire la consommation de l'eau du robinet en raison de la présence de métabolites de chloridazone, un pesticide utilisé pour les betteraves. Nous devons agir pour une gestion plus stricte des rejets industriels, encourager des pratiques agricoles durables et garantir des contrôles sanitaires rigoureux de l'eau pour protéger la population.

UNE RÉGION QUI SE BAT POUR CONTRER L'EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ

Depuis quatre ans, la délégation écologiste a insisté pour que l'environnement devienne un impératif de toutes les politiques de la région, des transports aux lycées en passant par la transition industrielle.

Dans une région qui éprouve d'ores et déjà les effets du réchauffement climatique, ce que nous ont douloureusement rappelées les inondations de l'hiver 2023-2024 dans le Pas-de-Calais et l'érosion du trait de côte d'une grande partie de notre littoral que ce soit à Wissant ou Ault, nous avons dès le début de ce mandat proposé la **mise en place d'assises régionales du climat et demandé que soit déclaré l'État d'Urgence climatique** pour que tous les moyens de la puissance publique soient mis en œuvre dans la transition écologique.

Les élu-es écologistes ont également demandé l'instauration d'une formation climat pour tous les conseillers régionaux, sans succès.

Notre région cumule également parmi les pires indicateurs de biodiversité d'Europe. L'artificialisation massive, les effets de la pollution industrielle, le recul des espaces naturels ont particulièrement frappé l'ex Nord-Pas-de-Calais. Même les grandes forêts picardes sont aujourd'hui mises en danger par la surexploitation et les effets du réchauffement climatique.

Ainsi, la faune sauvage régionale est en net recul. **La gestion du cerf en région est à ce titre symbolique de l'effondrement de la biodiversité.** Durant ce mandat, nous avons clairement affiché notre soutien aux associations qui luttent pour sauver le cerf en forêt de Mormal ainsi que dans les grands massifs forestiers de l'Oise et de l'Aisne.

Par ailleurs, nous regrettons que depuis 2015, de nombreuses associations de défense de l'environnement et de la biodiversité aient été abandonnées par la région au profit notamment des fédérations de chasse. **Nous sommes ainsi régulièrement intervenus en plénière pour dénoncer les abus de chasse en région, comme lors de ce vœu déposé en décembre 2024 par la majorité pour nous demander un permis de chasser des espèces protégées.**

« Les habitants des Hauts de France ne doivent pas être condamnés à assister à l'effondrement de la biodiversité régionale. Nous ne nous résignerons jamais à cela ! »

Alexandre Cousin



Parce que l'éducation à l'environnement joue un rôle essentiel dans la compréhension de la biodiversité, nous nous sommes opposés à la fermeture de la maison forestière de Raismes et du centre Amaury dans le Parc Naturel régional Scarpe-Escaut qui avaient un rôle pédagogique et d'émancipation auprès des plus jeunes.

Toujours concernant les forêts, nous nous battons depuis le Conseil régional contre la surexploitation de la forêt de Mormal par l'Office National des Forêts. **Cette forêt, la plus grande du département du Nord, doit absolument être sanctuarisée.** La même problématique existe dans les forêts du sud de la région.



Des cerfs en Forêt d'Ermenonville (Oise)

Photo : Adobe Stock

Nous nous sommes également opposés à certaines aides de la région à l'implantation d'installations industrielles trop dangereuses pour l'environnement. C'est notamment le cas de **l'usine RockWool dans le Soissonnais**, qui bénéficie de subventions régionales alors que la population locale s'oppose à son installation et que l'entreprise collabore avec le pouvoir russe.

13%

DE MILIEUX NATURELS DANS LES
HAUTS-DE-FRANCE CONTRE
38% EN FRANCE

17KM²

ARTIFICIALISÉS TOUS LES ANS DEPUIS
1990 (PLUS QUE LA VILLE DE DOUAI)

VICTOIRE POUR HERSIN-COUPIGNY !

Grâce à la motion proposée par Marine Tondelier et Alexandre Cousin, votée à l'unanimité au Conseil régional le 21 novembre 2024, **les élu-es écologistes ont appelé la région à inciter l'État à prendre ses responsabilités en trouvant notamment un site alternatif** pour l'installation d'une ISDD (Installation de stockage de déchets dangereux) qui devait s'implanter originellement à Hersin-Coupigny.



UNE RÉGION QUI AIDE LE RETOUR À UN EMPLOI DE QUALITÉ

La fin de l'année 2024 a été marquée par la commémoration des **50 ans de la catastrophe de Liévin** qui le 27 décembre 1974 tua 42 mineurs dans la fosse Saint-Aimé. Le souvenir de ces morts qui auraient pu être évitées doit guider l'action de notre région dans sa politique sociale et d'emploi. Nous voulons que la formation et la protection des travailleurs soit érigée en priorité par la région Hauts-de-France. Le retour à l'emploi dans les Hauts-de-France, **c'est d'abord pour chacun-e d'avoir la possibilité de se former**. Nous avons demandé à la région qu'elle concentre ses financements sur les formations professionnalisantes, pour celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Nous avons entre autres proposé une **formation pour le personnel de restauration des cantines des lycées**, afin qu'ils puissent au mieux exprimer leur talent pour le bonheur des lycéens. Par ailleurs, comme le numérique est devenu un prérequis de l'accès à l'emploi, nous avons demandé la **gratuité de l'accès aux actions de lutte contre l'exclusion numérique**.

Nous avons également proposé **une amélioration de l'aide aux apprentis les plus précaires** de la région en augmentant de 50€ pour atteindre 150€ le montant de la carte génération HdF destinée à la restauration.

Mais une région qui soutient un emploi de qualité doit également montrer l'exemple. C'est pourquoi nous avons proposé qu'une **prime de pouvoir d'achat soit donnée aux agents de la collectivité**. De même, nous avons obtenu la mise en place du forfait mobilité durable pour l'ensemble des agent-es.

Enfin, le retour à l'emploi dans les Hauts-de-France, doit s'accompagner d'un renforcement de la protection sociale des travailleurs. Nous avons demandé une augmentation des subventions régionales aux syndicats qui sont le pilier de la démocratie sociale de notre pays. **Nous sommes également fiers d'avoir fait adopter par le Conseil régional une motion de soutien à la Caisse Autonome Nationale de la sécurité sociale des mineurs.**



Mobilisation contre l'usine Rockwool près de Soissons

UNE DÉLÉGATION SOLIDAIRE DES SALARIÉ·ES TOUCHÉ·ES PAR DES PLANS SOCIAUX

DÉPLACEMENT À ARCELORMITTAL POUR SOUTENIR LES SALARIÉS DU SITE DE DENAIN



ArcelorMittal, leader mondial de la sidérurgie, a récemment annoncé son intention de fermer deux sites en France, situés à Reims et Denain, employant plus de 130 personnes.

Le mardi 26 novembre, Karima Delli et Julien Poix se sont rendus auprès des salariés du site de Denain (Nord) pour leur apporter le soutien de la délégation. C'est une situation jugée inacceptable pour les élu·es écologistes qui demandent à ce que la région Hauts-de-France anticipe les politiques industrielles régionales, face à une concurrence toujours de plus en plus rude.

« C'est scandaleux, nous ne voulons pas que le site ferme. Nous voulons véritablement une reprise du site et faire en sorte que les politiques de demain se fassent sur notre territoire. »

Karima Delli



La délégation écologiste a rappelé son attachement fort au monde ouvrier en signalant que les écologistes seront présents partout où l'emploi est menacé.

LICENCIEMENTS CHEZ AUCHAN : UNE HÉCATOMBE SOCIALE SCANDALEUSE



La direction d'Auchan a annoncé la suppression de plus de 2 300 emplois, représentant 5% de ses effectifs, en plus d'une fermeture de dix magasins dont trois hypermarchés. Dans les Hauts-de-France, plus de 1 000 personnes vont perdre leur emploi, dont 780 à Villeneuve d'Ascq. Face à ce coup de massue social, les élus écologistes au Conseil régional des Hauts-de-France apportent leur solidarité et leur

soutien total aux salariés du groupe Auchan et aux familles plongées dans l'angoisse. C'est l'illustration de l'absence de politiques économiques.

Les élu·es écologistes ont exigés un moratoire sur tous les licenciements et le remboursement de toutes les aides publiques accordées ces dernières années au groupe Auchan.

POUR UNE RÉGION ACTRICE DU DYNAMISME ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN RURALITÉ.

La région Hauts-de-France est une grande région agricole et rurale.

En tant qu'écologistes, ces territoires sont considérés comme une richesse et ne doivent en aucun cas être délaissés par la région. Depuis quatre ans, nous avons formulé des propositions spécifiques et ambitieuses pour l'agriculture et la ruralité. Comme déjà évoqué, **nous sommes particulièrement vigilants à l'alimentation des lycéens dans les cantines, et nous souhaitons augmenter à 50% la part du local dans les assiettes.** Une mesure bonne pour les consommateurs comme les agriculteurs.



Soutenir l'agriculture, c'est aussi préserver la santé des agriculteurs, c'est en ce sens que nous avons proposé la création d'une aide régionale pour le désamiantage des bâtiments agricoles. Les agriculteurs qui sont pour certains déjà en difficulté ne doivent pas avoir à choisir entre leur santé et la viabilité financière de leur exploitation.

20 | BILAN DE MI-MANDAT DES ÉLU-ES ÉCOLOGISTES

Nous n'hésitons pas non plus à soutenir certaines filières vertueuses devant le Conseil régional. **Nous avons par exemple demandé à ce que la filière Chicorée dans laquelle la région est leader soit soutenue par la région pour consolider sa place sur le marché national et exporter à l'international.**

Mais les écologistes, c'est aussi un soutien à la ruralité. Il y a bien sûr les transports dans les territoires ruraux : **nous défendons l'amélioration de l'offre de transports en commun pour que la voiture ne soit plus la seule option.**

Nous avons également demandé à ce que **la région soutienne la création de centres publics de soins dans les déserts médicaux.** L'accès à des soins de qualité est primordial et il ne peut pas y avoir de citoyens de seconde zone.

Parce que les habitants des communes rurales sont les plus sensibles à la disparition des espèces (oiseaux, chauves souris, insectes), **nous avons proposé la création d'une aide de 3 millions d'euros à destination des communes qui voudraient faire passer leur éclairage public en LED.** Les LED, c'est moins de consommation énergétique et de pollution lumineuse, tout en préservant la sécurité.

NOS AUTRES COMBATS



Au-delà de tout ce qui a pu vous être présenté dans ce bilan de mi-mandat, les élu-es écologistes du Conseil régional des Hauts-de-France ont aussi menés d'autres combats depuis le début de la mandature en 2021.

1. **Pour une région sans Violences Sexistes et Sexuelles (VSS)**, nous avons obtenu la création d'un groupe de travail au sein du Conseil régional. Ce groupe de travail doit formuler des propositions qui puissent être adoptées par la région pour lutter contre les VSS. Katy Vuylsteker a d'ailleurs publié en 2023 et 2024 un panorama annuel des VSS en Hauts-de-France.
2. **Pour une région qui maintient son service public postal**, nous avons alerté le Conseil régional sur les risques de disparition de ce service essentiel qu'est la poste. Nous croyons en son utilité et il est du devoir de la région de le défendre, pour que personne ne soit abandonné, et que la qualité du service soit maintenue.
3. **Pour une région préservée des lobbies**, nous avons demandé à ce que leur influence soit rendue publique et plus transparente.
4. **Pour une région pionnière dans l'amélioration de l'alimentation**, nous avons proposé que soit expérimentée en Hauts-de-France une sécurité sociale de l'alimentation. Nous avons aussi fait voter la création d'un groupe de travail sur l'obésité,, notre région étant la plus touchée en France par ce problème de .
5. **Pour une région qui simplifie la procédure d'aide régionale aux associations**, nous avons demandé plus de souplesse et de rapidité dans le versement des subventions pour ne pas mettre les structures en difficulté dans ces périodes de crise.
6. **Pour une région solidaire avec les victimes de la guerre**, nous avons demandé l'envoi d'aide humanitaire aux populations de Gaza et avons rappelé notre soutien à l'Ukraine lors des différentes sessions.
7. **Pour une région qui contribue à la sécurité de ses habitant-e-s**, nous avons proposé au Conseil régional de prendre position en faveur de la police de proximité. Nous nous sommes par contre opposés à l'appellation "vidéoprotection", lui préférant le terme plus exact de "vidéo-surveillance".

Retrouvez l'ensemble de nos combats, déplacements et campagnes sur notre nouveau site internet en flashant le QR Code.



VOS CONSEILLER·ES EN 4 QUESTIONS



THOMAS HUTIN

Somme

Commission 1 - Finances

thomas.hutin@hautsdefrance.fr

 @thhutin.bsky.social

Les grands combats de ton mandat ?

Je tiens à ce que la région s'engage dans la transition écologique et que cela soit concret, pas que de l'affichage. Il faut de la cohérence entre ce qu'ils font, ceux qu'ils disent et ce qu'il financent. Le rôle d'un élu d'opposition est d'être contre pouvoir et en alerte pour que la région soit active pour l'ensemble du territoire de manière équilibrée. En tant que Picard j'y suis particulièrement vigilant.

Un rêve pour la région ?

Que la région devienne verte dans ses transports, son alimentation et qu'elle soit au service de ses habitants pour les accompagner dans la transition écologique. Par exemple, j'aimerais que nous ayons tous accès à des conseils gratuits sur les économies d'énergie.

Une rencontre qui t'a marquée ?

Certainement mes rencontres avec les représentants du personnel que j'essaie de voir régulièrement. Ils ont été affectés par la fusion mais aussi

par le manque de dialogue. Ce sont les sacrifiés du mandat de Xavier Bertrand.

Que ferais-tu pour la région avec 1 million d'euros ?

J'offrirai la carte TER Hauts-de-France aux habitants de la région. Cette carte permet notamment aux détenteurs de réduire le prix de leur billet de 50%. On démocratiserait l'accès au train et on réduirait le coût du train et ça reviendrait à le rendre rentable par rapport à la voiture.

C'est une mesure sociale et écologique.



ALEXANDRE COUSIN

Pas-de-Calais

Commission 2 - Environnement

alexandre.cousin@hautsdefrance.fr

 @AleXNisuoC

Les grands combats de ton mandat ?

En tant qu'élu au Conseil régional, je me bats quotidiennement pour défendre une région qui affiche parmi les pires indicateurs de biodiversité en France et en Europe, et pour préserver ce qu'il reste à sauver en termes d'espèces animales et de flore.

Un rêve pour la région ?

Qu'elle parvienne à concilier son riche passé industriel et son urbanisation importante

avec les impératifs de la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité. Cela passerait par un investissement significatif dans la protection et la renaturation de certains espaces, ainsi que par une politique environnementale ambitieuse qui ne serait plus confiée uniquement aux chasseurs.

Une rencontre qui t'a marquée ?

La première est celle de Jean-François Hogue, militant engagé pour la préservation de la forêt

de Mormal, qui lutte contre les coupes drastiques de l'ONF et pour la sauvegarde du cerf dans cette forêt. La deuxième est celle du collectif d'Hersin-Coupigny, qui se mobilise avec détermination pour empêcher l'installation de l'ISDD. Ce collectif est composé de personnes remarquables, profondément attachées à l'histoire de leur territoire.

Ton espace naturel préféré des Hauts-de-France ?

La Baie de Somme, pour ses paysages à couper le souffle, sa biodiversité exceptionnelle, et le retour emblématique des phoques qui symbolisent la richesse naturelle de cet espace unique.

VOS CONSEILLER·ES EN 4 QUESTIONS



KARIMA DELLI

Nord

Commission 3 - Transports
Présidente du groupe

karima.delli@hautsdefrance.fr

@KarimaDelli

Les grands combats de ton mandat ?

Le premier est celui des transports. J'ai été présidente de la commission transport au Parlement européen et mon grand combat a été de proposer la mise en place d'un ticket climat, un abonnement mensuel de 49 euros qui vous permet d'accéder en illimité à n'importe quel réseau de transport urbain et ferroviaire, un combat mené aussi à l'échelle des Hauts-de-France. Notre union de la gauche et des écologistes s'est aussi battue pour la gratuité des TER pour les moins de 26 ans, une

mesure de justice sociale forte dans une région comme la nôtre où la mobilité des jeunes est contrainte. J'ai également mené une bataille pour le respect de la transition énergétique dans la région en attaquant en justice la subvention accordée par Xavier Bertrand à l'association Stop Eolienne Hauts-de-France.

Un rêve pour la région ?

Une des choses dont je rêve depuis longtemps c'est de relancer le train de nuit Calais-Bâle ou le Calais-Vintimille pour sortir du spectre parisien tout en ré-humanisant les gares.

Une rencontre qui t'a marquée ?

C'est quand nous sommes allés rencontrer en 2021 Philippe Demeester qui avait engagé une grève de la faim pour dénoncer l'expulsion des migrants de Calais. C'était tout de même 1 500 personnes qui étaient en détresse et c'est aujourd'hui un combat qui perdure toujours dans notre région.

Ta ligne de train préférée ?

Ça ne va pas faire très "régional", mais j'apprécie la ligne Lille - Bruxelles. Ça me rappelle que notre région est profondément européenne, et que nos liens avec nos amis belges sont toujours aussi forts.



JULIEN POIX

Nord

Commission 3 - Transports

julien.poix@hautsdefrance.fr

@JulienPoix julienpoix.com

Les grands combats de ton mandat ?

Fin 2021, j'ai été à l'initiative avec mes collègues des autres forces de la gauche et des écologistes du lancement de la campagne TER « Rendez-nous nos trains » : l'objectif est d'aller à la rencontre des usagères et usagers des transports, des associations, des syndicats et élus locaux, de retisser des liens de partenariat forts avec eux et d'établir un diagnostic sur l'état des mobilités dans notre région des Hauts-de-France. Je me suis aussi impliqué dans le suivi des

luttons écologiques et sociales qui ont émergé sur notre territoire comme la lutte contre Tropicalia (Pas-de-Calais), le site d'enfouissement de déchets dangereux à Hersin-Coupigny (62) ou le soutien aux travailleurs en lutte d'ArcelorMittal. Je soutiens le collectif pour le maintien du centre d'éducation à l'environnement d'Amaury situé à Hergnies au sein du Parc Naturel Scarpe Escaut.

Un rêve pour la région ?

Voir à nouveau circuler les trains sur la ligne Ascq-Orchies

fermée depuis 2015 et la mise en place de la gratuité pour les moins de 26 ans.

Une rencontre qui t'a marquée ?

La rencontre avec les salariés, techniciens et ouvriers d'ArcelorMittal à Denain menacés de licenciements alors que l'entreprise multinationale a reçu plus de 392 millions d'euros d'argent public depuis 2013 !

Ton trajet de train préféré ?

Le trajet entre Lille et Valenciennes : deux villes très importantes pour moi ! Plus généralement la grande ligne Dunkerque-Maubeuge, véritable colonne vertébrale du département du Nord.

VOS CONSEILLER·ES EN 4 QUESTIONS



GIL METTAI

Oise

Commission 4 et 9 - Au travail ! et Audit

gilles.mettai@hautsdefrance.fr

 @GilMettai

Les grands combats de ton mandat ?

Je trouve important de représenter l'écologie du sud de la grande région. Je me sens encore Picard, le sud de la région a du mal à exister, d'où l'impérieuse nécessité de porter sa voix. Il faut aussi porter la voix de l'écologie, proposer une alternative à Xavier Bertrand, dont la politique industrielle manque de cohérence et de stratégie. Par exemple, la majorité parle de décarbonation et pourtant elle a subventionné l'installation de l'usine Rockwool

à Courmelle, alors même que cette usine serait très polluante et suscite une forte opposition locale.

Un rêve pour la région ?

Ça pourrait être le développement de la filière chanvre car c'est bon pour l'environnement et ça permet de faire du textile. C'est une filière qui manque alors que le Nord de la France est une région historique de textile.

Une rencontre qui t'a marquée ?

Le Collectif citoyen contre l'usine

Rockwool. Ils ont un sens de la mise en scène, ils arrivent à transformer les défilés en spectacles. C'est un beau collectif. J'ai aussi apprécié ma rencontre avec Arnaud Svrcek, maire de Courmelle qui a écrit un livre sur le combat autour de l'usine.

Le métier que tu rêvais de faire petit ?

Je ne rêvais pas forcément de travailler, mais je suis tombé dans le professorat pour la chambre des métiers et de l'artisanat et ça me plaît de transmettre mes connaissances dans ce secteur. C'est ce qui m'a permis d'être en contact avec les petites entreprises et leurs problématiques.



YANNICK BROHARD

Nord

Commission 5 - Lycées, recherche

yannick.brohard@hautsdefrance.fr

 @YannickBrohard

Les grands combats de ton mandat ?

J'ai voulu agir pour que les lycéen·e·s se sentent à l'aise dans leurs lycées à la fois en améliorant l'entretien et la végétalisation des bâtiments pour qu'ils deviennent de vrais lieux de vie, mais aussi en mettant en place un groupe de travail contre le harcèlement. Par ailleurs, je mène un combat pour des cantines plus solidaires et de meilleure qualité avec des produits bio locaux, en concertation avec les

agriculteurs.

Un rêve pour la région ?

J'aimerais que chaque lycéen de la région ait plaisir à aller dans les lycées.

Une rencontre qui t'a marquée ?

Les rencontres avec les enseignants, les parents et élèves des lycées Faidherbe (Lille), Kernanec (Marcq-en-Barœul) ou Watteau (Valenciennes), inquiets de l'avenir de leur lycée. Tous sont en colère du peu d'intérêt

portés aux lycées. Chacun a témoigné de son désir d'un lycée ouvert et agréable, mais que l'incertitude budgétaire, les restrictions et les baisses de dotation fragilisent. Tous soulignent l'incohérence, voire l'hypocrisie d'un discours qui se veut rassurant quand la réalité est bien souvent une course à l'urgence.

Quelle était ta matière préférée au lycée ?

Ce n'est pas très original, mais c'est l'histoire géographie, par curiosité et souci de comprendre le monde et la société, d'où on vient et vers où on va. C'est aussi ce que j'essaie de transmettre en tant qu'enseignant.

VOS CONSEILLER·ES EN 4 QUESTIONS



KATY VUYLSTEKER Nord

Commission 6 - Aménagement

katy.vuylsteker@hautsdefrance.fr

[www linktr.ee/katyvuylsteker](http://www.linktr.ee/katyvuylsteker)

Les grands combats de ton mandat ?

Je me suis engagée pour que la région travaille sur des mesures de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. J'ai obtenu la création d'un groupe de travail sur les VSS ayant vocation à faire des propositions au Conseil régional. Je réalise également depuis l'année dernière au nom de la délégation un panorama sur les VSS en Hauts-de-France. Je me suis également investie sur les questions d'accès au logement.

Un rêve pour la région ?

J'aimerais que nous gagnions notre recours introduit devant le TA de Lille contre la subvention à l'association anti-éolienne accordée par la majorité de Xavier Bertrand.

Une rencontre qui t'a marquée ?

Certainement la COP des quartiers politique de la ville, parce que ces quartiers sont les plus vulnérables au changement climatique. La transition écologique est un enjeu de justice sociale et d'écologie

populaire et cette rencontre a été l'occasion de le rappeler.

Quel projet REV3 te semble le plus inspirant ?

La rénovation thermique et plus particulièrement les bâtiments à énergie positive! Imaginez des maisons qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment, tout en s'intégrant parfaitement dans notre patrimoine régional. C'est un peu comme si nos maisons de courées ou nos corons devenaient des super-héros climatiques.



ROXANE LUNDY Oise

Commission 7 - Culture

roxane.lundy@hautsdefrance.fr

[@roxane_Lundy](https://twitter.com/roxane_Lundy)

Les grands combats de ton mandat ?

Depuis un an comme conseillère régionale, j'ai identifié trois batailles. Je me suis engagée dans la lutte contre l'extension de l'aéroport de Beauvais aux côtés des associations de riverains dont les droits à l'information et à la concertation sont bafoués par les pouvoirs publics. De même, je me bat pour la fin de l'isolement ferroviaire de l'Oise, et particulièrement pour la ligne Paris-Beauvais et le barreau Creil-Amiens. Enfin, je mets mon

mandat au service de l'emploi, pour que les aides publiques aux entreprises se fassent en contrepartie d'un maintien des postes. C'est aussi un enjeu de démocratie !

Un rêve pour la région ?

J'aimerais beaucoup qu'on arrive enfin au Beauvais-Paris en moins d'une heure et que la Picardie soit dignement desservie. C'est aussi comme ça qu'on peut lutter contre un sentiment de déclassement.

Une rencontre qui t'a marquée ?

Ma rencontre avec les salariés du groupe AGCO après les premières vagues de licenciement. Il y a un gâchis terrible quand on voit des salariés qui sont prêts à tout donner pour leur boîte et qui se retrouvent mis à la porte. C'est un sentiment d'impuissance terrible.

Un conseil de sortie culturelle ?

Le concert du nouvel-an de l'orchestre philharmonique de l'Oise dans le nouveau Théâtre du Beauvaisis, j'y vais chaque année. C'est un concert magistral avec une volonté de rendre la musique populaire et actuelle.

VOS CONSEILLER·ES EN 4 QUESTIONS



MARINE TONDELIER

Pas-de-Calais

Commission 8 - Santé et Social

marine.tondelier@hautsdefrance.fr

@marinetondelier

Les grands combats de ton mandat ?

Je suis née dans le bassin minier, où j'ai vu des gens mourir à cause de leur environnement dégradé par l'exploitation du charbon. Mon premier combat à la région, c'était de garantir la pérennité de la sécurité sociale des mineurs pour que celles et ceux qui se sont sacrifiés pour notre pays, n'aient pas à payer en plus pour leur frais de santé. J'ai aussi participé à la mise en place du groupe de travail sur l'obésité, afin de comprendre clairement les causes de cette maladie qui touche

particulièrement notre région.

Un rêve pour la région ?

Mon rêve pour les Hauts-de-France c'est de pouvoir assurer la troisième révolution industrielle, celle de la transition écologique, sans que cela n'affecte l'environnement ou la santé de nos habitant·es. Que notre eau, nos sols, notre air soient débarrassés des polluants industriels, et des pesticides.

Une rencontre qui t'a marquée ?

C'est la rencontre avec Sophie Tabary, présidente de Bio

Hauts-de-France sur son exploitation qui m'a marquée. La reprise de l'élevage laitier de son père en conventionnel, sa conversion en bio et son combat pour changer les mentalités dans l'Aisne (un département où seulement 2,3% des surfaces agricoles sont en bio) force le respect.

Que ferais-tu pour la région avec 1 million d'euros ?

Je revaloriserais les primes à la conversion des agriculteurs, plus que jamais le secteur est en crise et il faut leur apporter toute l'aide nécessaire. La bio permet à la fois de protéger la biodiversité, l'environnement et surtout la santé de nos paysans, c'est bon pour le climat et bon pour l'emploi !



NICOLAS RICHARD

Aisne

Commission 10 - Agriculture

nicolas.richard@hautsdefrance.fr

Les grands combats de ton mandat ?

Premièrement j'ai cherché à asseoir notre crédibilité en tant qu'opposition. Il est difficile de gagner des combats mais il faut faire comprendre que les écologistes sont des gens sérieux capables d'apporter des solutions concrètes et qui fonctionnent. On doit être capable de dire oui quand c'est bien et de marquer notre désapprobation quand ça ne va pas. Sinon je veux proposer une politique agricole qui soit autre chose qu'une réponse

clientéliste aux attentes des agriculteurs : la majorité n'a pas de politique, elle aide tout et son contraire

Un rêve pour la région ?

Je souhaiterais engager l'agriculture sur le chemin de l'adaptation au monde qui s'annonce, perturbé par le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Il faut mettre l'agriculture en état de robustesse. L'agriculture peut s'en sortir si elle travaille dans les dix prochaines années, après ça sera plus compliqué.

Une rencontre qui t'a marquée ?

À chaque fois que je rencontre les agriculteurs, je sens l'inquiétude et le décalage entre leur envie de changement et l'immobilisme qu'on essaie de leur attribuer. Leur représentation majoritaire est en train de les freiner au nom de l'intérêt des plus gros producteurs.

Ton produit des Hauts-de-France indispensable ?

C'est dur ! Choisir c'est renoncer à tous les autres mais je choisis peut-être la chicorée, c'est emblématique et populaire.



Le Centre d'Histoire Locale à Tourcoing (Nord)
Photo : IngirorHaun - Adobe Stock

LES AVANCÉES AU **CONSEIL RÉGIONAL**

- ✓ Vœu transpartisan pour la création d'un groupe de travail sur l'obésité.
- ✓ Vœu pour la protection de Filieris - La sécurité sociale des mineurs
- ✓ Motion sur la création d'assises sur le harcèlement scolaire
- ✓ Motion contre l'installation d'une ISDD (installation de stockage des déchets dangereux à Hersin-Coupigny (62))
- ✓ Vœu pour faire face à la crise du logement dans la région
- ✓ Vœu pour la sauvegarde de l'institut pasteur de Lille



GARDEZ LE CONTACT AVEC LA DÉLÉGATION ÉCOLOGISTE DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE !



@EcologistesHDF



@ecologisteshdf.bsky.social



@lesecologisteshdf



Les Écologistes Hauts-de-France

CONTACTEZ-NOUS PAR MAIL :
ecologistes@hautsdefrance.fr

CONSULTEZ NOTRE SITE WEB :
www.lesecologisteshdf.fr



Vue sur la Cathédrale Notre-Dame de Laon (Aisne)
Photo : JeanMichel - Adobe Stock